

## INTERNATIONAL

etranger.union@sonapresse.com

## Brèves

AFGHANISTAN/ATTENTAT. HUIT MORTS DANS L'EXPLOSION D'UNE VOITURE PIÉGÉE À KABOUL

**L'explosion** d'une voiture piégée a fait hier huit morts et plus de 15 blessés à Kaboul, une nouvelle fois frappée par des attaques sanglantes, ont annoncé les autorités afghanes. Depuis quelques mois, la capitale afghane est en proie à une recrudescence des violences en dépit des pourparlers de paix entre les talibans et le gouvernement en cours depuis septembre à Doha. Une source travaillant dans le secteur de la sûreté a précisé que la voiture piégée avait explosé dans l'ouest de la capitale.

NIGERIA/ENLÈVEMENT. LIBÉRATION DE PLUSIEURS DIZAINES D'ÉCOLIERS APRÈS UN NOUVEAU RAPT

**Des** dizaines d'écoliers (113, selon des sources locales) ont été kidnappés samedi soir par des hommes armés dans le nord-ouest du Nigeria avant d'être libérés hier matin grâce à l'intervention armée d'un groupe d'auto-défense et de la police, a annoncé à l'AFP un porte-parole de la police locale, Gambo Isah. Ce nouveau rapt d'écoliers a eu lieu 48 heures après la libération de 344 enfants et adolescents, enlevés dans leur pensionnat le 11 décembre par des criminels opérant pour le compte du groupe jihadiste Boko Haram dans la même région du Nigeria.

SOUDAN/DIPLOMATIE. NÉGOCIATIONS DEMAIN SUR LE TRACÉ DES FRONTIÈRES AVEC L'ETHIOPIE

**Des** négociations entre le Soudan et l'Éthiopie sur le tracé de leur frontière auront lieu demain, une semaine après un accrochage armé qui a coûté la vie à quatre soldats soudanais, a indiqué hier le bureau du Premier ministre soudanais Abdallah Hamdok. "M. Hamdok et son homologue éthiopien Abiy Ahmed ont discuté dimanche de la réunion du comité sur le tracé des frontières qui se tiendra le 22 décembre", est-il indiqué dans le communiqué.

# Centrafrique : la coalition de l'opposition "exige" le report des élections du 27 décembre

M. A. (Source : AFP)  
Libreville/Gabon

**L'**ATMOSPHERE délétère des derniers jours ("L'Union" du week-end) va-t-elle avoir raison du calendrier électoral ? La coalition de l'opposition en Centrafrique a exigé hier le report des élections présidentielle et législatives du 27 décembre, après que le gouvernement a dénoncé une tentative de coup d'Etat par l'ex-chef d'Etat François Bozizé, démentie par son parti.

La coalition, qui regroupe les plus importants partis et mouvements de l'opposition au président sortant et favori du scrutin Faustin Archange Touadéra, exige aussi "la convocation sans délai" des "forces vives de la Nation".

Pour le président Touadéra, en meeting samedi à Bangui, ces événements n'empêcheront pas le déroulement du scrutin car "l'Autorité nationale des élections et la Cour constitutionnelle ont assuré que les élections vont se tenir dans les temps".

Le représentant spécial du secrétaire général des Nations unies en Centrafrique, Mankeur Ndiaye, a dans un tweet samedi voulu "rassurer" les Centrafricains : "le processus électoral va se poursuivre pacifiquement jusqu'à son terme (...) C'est un engagement que nous avons pris et nous allons le réaliser".

La veille, des sources humanitaires et de l'Onu avaient fait état d'une dégradation de la sécurité, évoquant une offensive de groupes armés, qui attaquent les axes routiers menant à Bangui, dans plusieurs localités du nord-ouest et du nord.

Plusieurs de ces groupes armés avaient fait mouvement ou s'étaient emparés de quelques villes sur les principaux axes de ravitaillement de Bangui, mais situés à des distances variant de 150 à 200 km de la capitale.

La Mission de l'Onu en Centrafrique (Minusca), avec plus de 11 000 Casques bleus présents sur le territoire, avait indiqué samedi soir à l'AFP que la situation n'avait pas évolué sur le terrain depuis.

A Bangui, la vie semblait suivre son cours presque normalement hier, avec le marché de Noël résonnant de chants religieux et des fidèles se pressant devant la cathédrale à l'heure de la messe. Reste que les habitants ne cachaient



C'est avec une certaine inquiétude que les Centrafricains appréhendent la situation pré-électorale.

pas leur inquiétude. "Je suis inquiète pour notre pays, à cause des rebelles qui viennent, on a peur pour nos enfants", confiait Geneviève, employée dans un commerce.

Ni le gouvernement ni la Minusca

n'étaient joignables hier pour obtenir des informations sur la situation dans le pays, notamment sur les différents fronts.

La Centrafrique a été ravagée par la guerre civile après qu'une coalition de

groupes armés à dominante musulmane, la Séléka, a renversé François Bozizé en 2013.

Les affrontements entre Séléka et milices chrétiennes et animistes antibalaka avaient fait des milliers de morts.

## Bozizé "montre les muscles"



L'attitude de l'ancien président François Bozizé, qui souffle «le chaud et le froid», représente un enjeu pour les élections à venir.

M. A. (Source : AFP)  
Libreville/Gabon

**L'**ANCIEN président François Bozizé, revenu en Centrafrique en décembre 2019 après sept années d'exil, joue-t-il vraiment le jeu de l'apaisement ? Certes, il a annoncé mi-décembre qu'il acceptait l'invalidation de sa candidature à la présidentielle du 27 décembre, demandant alors à l'opposition

de s'unir derrière un candidat unique pour battre le président sortant Faustin Archange Touadéra. Il est vrai qu'avec une opposition privée de son leader et avançant en ordre très dispersé (16 candidats contre M. Touadéra), ce dernier a de bonnes chances de l'emporter dès le premier tour.

Il reste que M. Bozizé "montre les muscles", note Thierry Vircoulon, spécialiste de l'Afrique centrale

à l'Institut français des relations internationales (Ifri), nuancant aussitôt : "il ne va pas vraiment passer à l'offensive avant l'élection".

"Bozizé souffle le chaud et le froid", estime aussi Hans de Marie Heungoup, chercheur à l'International Crisis Group (ICG), qui ajoute : "Il est conscient de l'intransigeance grandissante du pouvoir à son égard. C'est pourquoi il se constitue une petite armée pour rendre impossible son arrestation, mais aussi venir au secours de Dologuélé dans l'hypothèse où ce dernier se ferait voler la victoire".

C'est donc plutôt François Bozizé qui cristallise aujourd'hui les inquiétudes. Le camp Touadéra accusant ce putschiste récidiviste, de 1983 jusqu'à sa prise du pouvoir en 2003, de vouloir tenter un nouveau coup de force. Ce que son parti, le Kwa Na Kwa (KNK), a "catégoriquement démenti" hier.

Autant dire que son attitude et celle de sa formation représentent un enjeu majeur pour les élections à venir.